

La citation du mois

« [...] Comment l'Europe, à l'heure de la mondialisation, du déclin relatif des Etats-Unis et de la montée des puissances émergentes, peut elle raisonnablement avoir quelque chance d'atteindre les ambitions qu'elle se donne en fermant la porte à la Turquie ?

Du Caucase à la Caspienne, de la question iranienne au conflit israélo-palestinien, de la sécurité énergétique face à la Russie aux relations entre l'Occident et l'islam, il n'existe pas de réponses possibles et complètes sans la Turquie. De même qu'il était illusoire de penser qu'une « Union pour la Méditerranée » pouvait faire l'impasse sur le conflit entre Israéliens et Palestiniens et progresser et devenir incontournable, de même il est clair que l'on ne peut pas faire l'impasse sur la question turque et laisser le temps au temps. "Le temps n'est pas galant homme" [...] ».

Extrait de la tribune de Dominique Moïsi, publiée le 11 janvier 2010 dans Les Echos sous le titre « La Turquie de nos mérites ».

À la une

Entretien avec Chris Bryant, secrétaire d'Etat britannique aux affaires européennes (*Le Monde*, daté du 7 janvier 2010)

En visite à Paris, mercredi 6 janvier, Christopher Bryant, le secrétaire d'Etat britannique aux affaires européennes, livre au journal *Le Monde* sa vision de l'Europe et de l'élargissement.

Politique au profil atypique (ancien chapelain devenu journaliste de la BBC ; transfuge du Parti conservateur ralliant le Labour dans les années 80), M. Bryant se positionne en avocat de l'adhésion turque à l'Union européenne.

Largement favorable à l'intégration turque, comme à celle des Balkans (Croatie et Macédoine en tête), il y voit un levier pour « plus de prospérité » et « plus de droits de l'homme » dans les pays concernés. Surtout, l'intégration de la Turquie est « stratégique » pour l'Europe : en s'alliant à la Turquie, l'UE pourrait « accroître {sa} sécurité énergétique ». La Turquie représente par ailleurs une puissance économique et un marché incontournable pour peser dans les échanges mondiaux. « Je suis persuadé que ce pays sera le tigre asiatique de l'Europe dans les années à venir », estime le secrétaire d'Etat.

Enfin, la Turquie pourrait, suggère-t-il, être un trait d'union entre l'Europe et le monde musulman. « Ceux qui veulent que l'Europe reste un club de chrétiens me mettent en colère », confie-t-il.

Au-delà, M. Bryant aspire à « une Europe plus efficace sur la scène mondiale, dont les actions seraient mieux coordonnées ».



Chris Bryant, Secrétaire d'Etat britannique aux affaires européennes
Photo: Chris Bryant ©

Actualités

Henri de Castries: « Il faut relancer la relation France-Turquie »

TV5 Monde, L'Invité, 6 janvier 2010

Invité de TV5 Monde le 6 janvier, Henri de Castries, président du directoire du groupe AXA et président de la Saison de la Turquie en France, décrypte la relation France-Turquie.

Pour M. de Castries, il serait « *caricatural* » de réduire la relation franco-turque au désaccord sur l'Europe. Les convergences sont plurielles et bien réelles, mais trop souvent méconnues de l'opinion publique française. « *C'est un paradoxe incroyable car les relations entre la France et la Turquie, en termes de relations de puissance à puissance, font partie des relations les plus anciennes que la France entretienne – elles remontent à avant François 1er* », souligne-t-il. « *Ces relations ont, à travers les siècles et sur l'immense majorité de leur déroulement, été amicales, pacifiques et constructives.* »

Nedim Gürsel : « Istanbul, l'indispensable »

Le Monde, daté du 31 janvier 2010

Ecrivain, auteur de plusieurs romans et essais, directeur de recherche au CNRS, Nedim Gürsel publie dans les colonnes du quotidien Le Monde une tribune sur « Istanbul, l'indispensable » alors que la ville est pour un an la capitale culturelle de l'Europe.

« [...] *Que serait l'Europe sans Istanbul alors qu'elle vient d'intégrer la Bulgarie et la Roumanie, deux pays dont le destin s'est pendant longtemps confondu avec celui de la Turquie ?* », s'interroge-t-il. « *Devenue la ville la plus peuplée du continent, construite à la jonction de deux mers et de deux civilisations, à cheval entre l'Orient et l'Occident, l'ancienne capitale des sultans continue d'attirer, comme à l'époque de l'Empire ottoman, les populations des pays voisins, tandis que certaines villes européennes perdent leurs habitants et paraissent bien fades [...].* »

Europe

Présidence espagnole de l'UE : Madrid espère accélérer les négociations sur l'adhésion de la Turquie (AFP, 8 janvier 2010)

L'Espagne, qui occupe depuis le 1er janvier la présidence tournante de l'UE, souhaite accélérer les négociations d'adhésion de la Turquie.

« *Nous avons quatre chapitres {thématiques de négociations} en tête et nous espérons les ouvrir* », a déclaré le chef de la diplomatie espagnole Miguel Angel Moratinos.

En décembre 2009, les 27 ont ouvert un 12e chapitre sur la liste des 35 qui jalonnent les pourparlers d'adhésion engagés en octobre 2005 par la Turquie. L'UE bloque depuis 2006 huit chapitres de négociations, rappelle l'AFP, en raison du refus des Turcs d'ouvrir leurs ports et aéroports aux Chypriotes grecs.

Turquie, puissance régionale

Lutte contre l'insurrection islamiste : réunion à Istanbul des présidents afghan, pakistanais et turc (AFP, 25 janvier 2010)

Les présidents afghan Hamid Karzaï, pakistanais Asif Ali Zardari et turc Abdullah Gül se sont rencontrés à Istanbul pour renforcer leur coopération dans la lutte contre l'insurrection islamiste.

La veille, M. Karzaï et le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan se sont mis d'accord sur l'organisation par la Turquie de sessions trimestrielles de formation de policiers et de soldats afghans.

« *La Turquie, traditionnellement proche de Kaboul et d'Islamabad et membre musulman de l'Otan, cherche à se poser en médiatrice entre les deux voisins, aux relations conflictuelles jusqu'à une date récente* », analyse l'AFP.

Dossier du mois : l'affaire Clio

Décryptage

Propre par nature à émouvoir l'opinion publique française, la rumeur d'une possible délocalisation en Turquie de la production de la future Clio de Renault a suscité, début janvier, une large couverture médiatique dans l'Hexagone.

Signe fort, en moins de 10 jours, une vingtaine d'articles ont été publiés dans les principaux titres de la presse française. La sémantique et le ton employés par les journalistes couvrant le sujet sont eux aussi révélateurs de la levée de boucliers suscitée par l'affaire Clio, puis de l'issue obtenue par Nicolas Sarkozy en personne en convoquant le patron de Renault, Carlos Ghosn.

Face à la bronca générale et à la rumeur qui ne cesse d'enfler malgré les démentis de la direction de Renault, l'Élysée a préféré se saisir directement du dossier. « *Le chef de l'Etat et le gouvernement [...], en pleine campagne pour les élections régionales du mois de mars, ont fait de la délocalisation de la Clio en Turquie l'un de leurs chevaux de bataille* », décrypte *Le Monde*.

Pour *Le Figaro*, Carlos Ghosn est « *sous pression maximale* ». Plus encore, il est « *mis au pied du mur par Nicolas Sarkozy* », estime le quotidien économique *Les Echos*.

Signe des crispations, la presse évoquait plus tôt un gouvernement qui « *s'insurge* ». Le quotidien *Libération* parlait même d'un dossier « *brûlant* » et d'un « *mauvais feuilleton* ». L'Agence France Presse n'a pas manqué de relayer « *l'irritation* » de Bruxelles, déclenchée par la pression politique exercée par l'exécutif français sur l'automobiliste.

Inquiète, Bruxelles a prévenu par la voix de la commissaire européenne à la Concurrence, Neelie Kroes, que la France ne pouvait s'opposer aux règles du libre-échange.

Si la polémique Clio est l'occasion pour la presse française de dresser un bilan de santé de l'industrie automobile française, elle offre aussi l'occasion d'évoquer la présence économique française sur le sol turc.

Le Monde, par la plume de Stéphane Lauer, responsable de son service entreprises, rappelle le 15 janvier que la polémique « *prend des accents étranges dans la mesure où les déclarations ne correspondent pas toujours aux faits* ». Allusion à la déclaration du ministre de l'Industrie Christian Estrosi prononcée quelques jours plus tôt : « *Lorsque l'on vend une Renault en France [...], on ne la produit pas à l'étranger* ».

« *La Clio est déjà largement produite en Turquie. N'en déplaît au gouvernement, en 2009, 179 500 exemplaires sont sortis des chaînes de Bursa contre 140 000 de celles de Flins* », poursuit *Le Monde*. « *Le "made in Turquie" n'est donc pas une crainte, mais déjà une réalité* ».

Sélection d'articles

Suite à la rencontre entre Christian Estrosi et Patrick Pelata (directeur général de Renault) le 13 janvier, le quotidien *La Croix* relate la détermination du gouvernement : « *Il n'est pas question que Flins perde des emplois* », déclare alors le ministre Christian Estrosi.

Le même jour, *Le Figaro* indique que la tension est montée d'un cran : « *Nicolas Sarkozy a fait part hier de son irritation en présentant ses vœux aux parlementaires à l'Élysée : "Nous ne mettons pas tant d'argent pour soutenir nos constructeurs pour que la totalité des usines aillent à l'étranger"*. »

Convoqué par l'Élysée, Carlos Ghosn cède aux pressions. Le 18 janvier, le quotidien *Les Echos* publie en « *une* » l'épilogue de la polémique : « *La Turquie ne produira pas toutes les Clios* ».